

**Convention collective régionale**

**IDCC : 8234. – EXPLOITATIONS HORTICOLES  
(Haute-Normandie)  
(2 octobre 1967)**

(Etendue par arrêté du 19 août 1968,  
*Journal officiel* du 2 octobre 1968)

**AVENANT N° 2 DU 10 OCTOBRE 2014**

NOR : *AGRS1597083M*  
IDCC : 8234

Entre :

Le syndicat des horticulteurs de Haute-Normandie,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Haute-Normandie ;

L'union régionale des syndicats CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes FO (FGTA FO) ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles, fédération de l'agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » de l'accord régional du 1<sup>er</sup> octobre 2009 est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté prévue pour chaque garantie est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté requise. »

**Article 2**

Le quatrième alinéa de l'article 7 « Garantie incapacité permanente toutes origines » est remplacé par les deux alinéas suivants :

« En cas d'incapacité permanente de travail, quelle qu'en soit l'origine, correspondant à un taux d'incapacité permanente égal ou supérieur à 66,66 %, ou en cas d'incapacité permanente entraînant le versement d'une pension d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, l'organisme assureur verse au salarié une pension mensuelle complémentaire égale à 30 % du salaire mensuel brut de référence, et ce jusqu'à son départ à la retraite. Cette pension s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole.

Le salaire mensuel brut de référence retenu pour le calcul des prestations complémentaires (pension d'invalidité) correspond à 1/12 des salaires bruts des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

### **Article 3**

Au paragraphe « a) Le capital décès » de l'article 8 « Garantie décès », le deuxième alinéa faisant suite à la définition de l'enfant à charge est modifié comme suit :

« Le salaire annuel brut retenu pour calculer le montant du capital décès est celui correspondant au salaire brut des 12 derniers mois précédant le décès ou, le cas échéant, l'arrêt de travail pour maladie ou accident et ayant donné lieu à cotisations. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

### **Article 4**

Le deuxième alinéa de l'article 11.4 « Suspension du contrat de travail » est remplacé par les deux alinéas suivants :

« En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence.

Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

### **Article 5**

Il est créé un article 11.5 « Portabilité », rédigé comme suit :

#### **« Article 11.5**

##### *Portabilité*

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 2 du 10 octobre 2014).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir à l'organisme gestionnaire, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention des prestations, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

### **Article 6**

Les autres dispositions de l'accord sont inchangées.

### **Article 7**

Le présent avenant entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application au 1<sup>er</sup> janvier 2015 si l'arrêté d'extension est publié au *Journal officiel* avant le 31 décembre 2014 ou, à défaut, à compter du premier jour du mois civil suivant ladite publication.

L'article 11.5 de l'accord prendra effet à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

### **Article 8**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Seine-Maritime de la DIRECCTE de Haute-Normandie.

Fait à Rouen, le 10 octobre 2014.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### **Dispositions légales sur la portabilité** (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant, arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.